

2785 1 / 98

SOCIETE LITTERAIRE S.A.

société anonyme

LUXEMBOURG

R.C. LUXEMBOURG B Numéro 10.954

S T A T U T S   C O O R D O N N E S

En date du 9 avril 1998

**ARTICLE PREMIER:**

La société a pour objet, dans la perspective des conceptions maçonnique et philosophiques de soutenir par tous moyens la réflexion, l'information et la communication éthique au sein des loges régulières groupées en obédience sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. La société peut faire elle-même tous travaux et effectuer toutes recherches ou aider et assister moralement et matériellement tous centres, établissements, associations, groupements et personnes poursuivant un objet identique ou analogue au sien.

Elle pourra faire généralement toutes les opérations financières, mobilières ou immobilières susceptibles de favoriser le prédit objet.

**ARTICLE DEUX:**

La société pourra en particulier subsidier les associations sans but lucratif de droit luxembourgeois « Grande Loge de Luxembourg », et « Suprême conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepté pour le Grand-Duché de Luxembourg »

**ARTICLE TROIS:**

Le siège de la société est établi à Luxembourg.

**ARTICLE QUATRE:**

La société a été constituée pour une durée illimitée.

**ARTICLE CINQ:**

Le capital social est fixé à QUATRE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (4.250.000.-) divisé en trois cent cinquante (350) actions sans valeur nominale.

**ARTICLES SIX ET SEPT (abrogés):**

**ARTICLE HUIT:**

Les actions de la société sont au porteur. Cependant jusqu'à leur complète libération elles resteront nominative et leur transfert ne pourra

s'opérer que par une inscription sur les livres de la société.

**ARTICLE NEUF:**

Toutes les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu' un seul propriétaire par action.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d' entre eux, considéré par elle comme propriétaire. Chaque fois que plusieurs prétendent à la propriété du même titre, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce que une seule personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne pourront sous aucun prétexte provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d' aucune manière dans son administration; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

**ARTICLE DIX:**

La société peut émettre des obligations par décision du conseil d'administration autorisé à ces fins par l'assemblée générale des actionnaires comme aussi de fixer le taux et les conditions d' émission ainsi que l' intérêt et le mode de remboursement.

L'obligation portera un numéro d'ordre et sera revêtue de la signature de deux administrateurs.

**ARTICLE ONZE:**

La société est administrée par un conseil composé de cinq membres au moins et de sept membres au maximum. Ceux-ci sont nommés et révoqués par l'assemblée générale. Les administrateurs sont élus pour une durée de six ans; les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le conseil d'administration désignera un président, un secrétaire et un trésorier parmi ses membres.

**ARTICLE DOUZE:**

Le conseil d'administration représente la société dans les limites en conformité des présents statuts.

Il est investi à cet effet des pouvoirs les plus étendus, en ce sens que tout ce qui n'est pas réservé expressément par les statuts à l'assemblée générale, est de sa compétence.

Il peut notamment faire tous marchés ou entreprises, acquérir ou aliéner tous biens meubles, recevoir toutes sommes et en donner décharges et quittances, consentir toutes mentions et subrogations sans garantie, donner mainlevée partielle ou définitive, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions de privilège ou d'hypothèque, renoncer à tous droits et à toute action résolutoire, intenter toutes actions judiciaires, plaider, transiger, compromettre; il nomme et révoque les gérants et autres employés de la société.

Il pourra, pour une ou plusieurs affaires déterminées, déléguer ses pouvoirs à telle personne que bon lui semble.

Le président du conseil d'administration ou un administrateur délégué par lui, représente la société pour les affaires courantes et notamment en justice tant en demandant qu'en défendant.

**ARTICLE TREIZE:**

Tous Les actes qui engagent la société seront signés par deux administrateurs au moins.

**ARTICLE QUATORZE:**

Le conseil d'administration se réunit, sur la convocation écrite du secrétaire, portant désignation de l'objet de l'ordre du jour, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs le demandent.

**ARTICLE QUINZE:**

Les résolutions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés.

Le conseil d'administration ne pourra valablement délibérer que lorsque la majorité simple de ses membres au moins est présente ou représentée; le mandat spécial entre administrateurs étant possible.

En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

En cas d'absence du président, le membre le plus âgé du conseil d'administration le remplacera et fera fonction de président.

Les décisions du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux transcrits dans un registre spécial tenu au siège de la société et signé par les membres ayant pris part aux délibérations.

Les copies à produire en justice ou ailleurs seront signées par le président et un administrateur ou par deux administrateurs.

**ARTICLE SEIZE: (abrogé)**

**ARTICLE DIX-SEPT:**

En cas de vacance d'une place d'administrateur, le conseil d'administration peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale, qui procédera à l'élection définitive. L'administrateur élu au poste vacant terminera le mandat de son prédécesseur.

**ARTICLE DIX-HUIT:**

La surveillance des opérations de la société est confiée à trois commissaires élus par l'assemblée générale. Ils sont élus pour une durée de six ans, tout en étant rééligibles.

En cas de vacance d'un poste de commissaire, les deux commissaires y pourront provisoirement jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale, qui désignera un commissaire remplaçant, celui-ci terminera le mandat de son prédécesseur.

**ARTICLE DIX-NEUF:**

Les commissaires de surveillance peuvent à tout moment prendre connaissance des livres et papiers de la société.

**ARTICLE VINGT:**

Les administrateurs et les commissaires sont responsables de leur gestion à l'égard de l'assemblée générale, ils ne contractent vis-à-vis des tiers aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société.

**ARTICLE VINGT-ET-UN:**

L'assemblée générale fixe les émoluments des administrateurs et des commissaires de surveillance.

**ARTICLE VINGT-DEUX:**

Il est tenu une assemblée générale chaque année, au siège social, elle aura lieu le jeudi précédant Pâques à 11 heures du matin.

L'assemblée générale peut, en outre, être convoquée soit par le conseil d'administration, soit à la demande des commissaires, soit à la requisition d'un groupe d'actionnaires représentant au moins le cinquième du fonds social.

L'assemblée générale, annuelle aura notamment à vérifier le bilan, à fixer les dividendes, le nombre des actions à amortir et à procéder à tous devoirs.

**ARTICLE VINGT-TROIS:**

Les convocations aux assemblées générales sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le mémorial et dans un journal de la ville de

Luxembourg. Elles contiendront l'ordre du jour de la réunion.

Au cas où tous les actionnaires sont connus, la convocation se fera par lettre recommandée trois semaines avant l'assemblée générale; il pourra être procédé à l'assemblée sans formalité préalable de convocation au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et se reconnaissent dûment avertis et informés de l'ordre du jour de l'assemblée.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration.

Aucun objet autre que ceux figurant à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

**ARTICLE VINGT-QUATRE:**

A partir de la convocation tous les actionnaires peuvent prendre au siège social communication du bilan, de l'inventaire et des rapports du conseil d'administration et du comité de surveillance.

**ARTICLE VINGT-CINQ:**

Cinq jours au moins avant l'assemblée générale, les actionnaires qui veulent y assister doivent faire connaître les numéros de leurs actions ou déposer leurs titres au siège social; ils sont admis à l'assemblée sur production des titres ou des certificats de dépôt. L'accomplissement de cette formalité n'est pas requis pour les actionnaires porteurs d'actions non entièrement libérées, restant nominatives au vu de l'art. 8 des présents statuts, la circonstance qu'aucun transfert d'actions n'a été opéré sur les livres de la société justifiant pleinement de leur propriété.

**ARTICLE VINGT-SIX:**

L'assemblée délibère valablement lorsque les actionnaires représentant la majorité simple sont présents ou représentés.

Dans le cas où sur une première convocation cette condition ne serait pas remplie, il est procédé à une deuxième convocation à un mois d'intervalle.

Dans cette seconde réunion, l'assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des actions représentées, mais seulement sur les objets qui figuraient à l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées à l'assemblée.

**ARTICLE VINGT-SEPT:** (abrogé)

**ARTICLE VINGT-HUIT:**

L'assemblée est présidée par le président ou par un membre désigné par le conseil d'administration. Le secrétaire du conseil d'administration ou son représentant assumera la fonction de secrétaire du bureau de l'assemblée. Les actionnaires désigneront deux scrutateurs parmi les assistants.

**ARTICLE VINGT-NEUF:**

Dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, en touchant l'objet ou la forme de la société, l'augmentation ou la diminution du capital social, tout actionnaire peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède, sans limitation.

Le vote dans ces assemblées se fera conformément aux articles 67-1 et 69 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

**ARTICLE TRENTE:**

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre ad hoc et signés par le président, le secrétaire et les scrutateurs. Les extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs seront certifiés par le président de l'assemblée et le secrétaire ou bien par deux membres du conseil d'administration ayant pris part à l'assemblée; une



feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs.

Cette feuille sera signée par chaque actionnaire à son entrée en séance.

**ARTICLE TRENTE-ET-UN:**

Chaque année, l'administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires de la société.

L'administration établit le bilan et le compte des profits et des pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

L'administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport, contenant leurs propositions,

**ARTICLE TRENTE-DEUX**

Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège

social:

1. du bilan et du compte des profits et pertes;
2. de la liste des fonds publics des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;
3. de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;
4. du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

#### **ARTICLE TRENTE-TROIS:**

L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

#### **ARTICLE TRENTE-QUATRE:**

Le bilan et le compte des profits et pertes précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans la quinzaine après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs, conformément au mode déterminé par l'article 9 .

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale.

**ARTICLE TRENTE CINQ:**

En cas de dissolution anticipée de la société, prononcée dans les conditions de l'article 29 ci-dessus par une assemblée générale extraordinaire, la même assemblée fixera le mode de liquidation et nommera à la simple majorité des voix un ou trois liquidateurs.

**ARTICLE TRENTE-SIX:**

En cas de dissolution de la société par l'expiration du terme prévu, la liquidation sera opérée par les soins du conseil d'administration alors en service, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

**ARTICLE TRENTE-SEPT:**

Les liquidateurs de la société auront les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif social, tant mobilier qu'immobilier, même par la voie amiable.

**ARTICLE TRENTE-HUIT:**

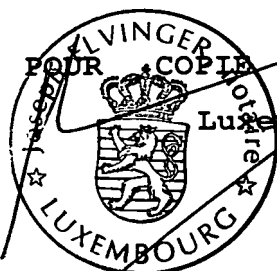
Après la dissolution et jusqu'à la fin des opérations de liquidation, l'assemblée générale des actionnaires exercera les mêmes pouvoirs et attributions que pendant le cours de la société; elle peut changer le mode de liquidation d'abord adopté et nommer de nouveaux liquidateurs, fixer leurs traitements, déterminer leurs pouvoirs, recevoir les comptes et donner décharge.

Le produit de la liquidation après l'acquittement du passif et le remboursement des actions non amorties sera réparti proportionnellement entre toutes les actions.

Déposé au registre de commerce  
et des sociétés de Luxembourg

le - 8 JUIL. 1998

le prépose  
p.d.



POUR COPIE CONFORME DES STATUTS COORDONNES  
Luxembourg, le 6 juillet 1998

PAGE 11

24 10 2011

1 5 2 5 2 / 8 9

STATUTS COORDONNES au 25 octobre 1988, de la SOCIETE  
LITTERAIRE, Société anonyme.  
Siège social: Luxembourg  
R. C. Luxembourg B 10.954.

=====  
Constituée suivant actes reçus par le notaire Camille  
Weckbecker de Luxembourg en date resp. des treize novembre mil  
neuf cent neuf et neuf juillet mil neuf cent dix, et dont les  
statuts ont été modifiés le neuf février mil neuf cent dix-huit  
suivant acte reçu par le notaire Camille Weckbecker de  
Luxembourg, publié au Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg,  
Recueil Spécial numéro 6 du six mars mil neuf cent dix-huit, le  
vingt-sept janvier mil neuf cent quarante-huit suivant acte  
reçu par le notaire Tony Neuman de Luxembourg, publié au  
Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial numéro  
15 du seize mars mil neuf cent quarante-huit, le vingt-trois  
janvier mil neuf cent soixante-dix-huit suivant acte reçu par  
le notaire Hyacinthe Glaesener, publié au Mémorial du Grand-  
Duché de Luxembourg, Recueil Spécial numéro 59 du vingt-quatre  
mars mil neuf cent soixante-dix-huit, respectivement le deux  
août mil neuf cent quatre-vingt-cinq suivant acte reçu par le  
notaire Paul DECKER d'Echternach, publié au Mémorial C, Recueil  
Spécial des Sociétés et Associations numéro 278 du 24 septembre  
1985, respectivement le vingt-cinq octobre mil neuf cent  
quatre-vingt-neuf, suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR  
de Mondorf-les-Bains, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des  
Sociétés et Associations numéro 46 du 21 février 1989.

Article 1. -

La société a pour objet, dans la perspective des conceptions maçonniques et philosophiques de soutenir par tous moyens la réflexion, l'information et la communication éthique au sein des loges régulières groupées en obédience sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. La société peut faire elle-même tous travaux et effectuer toutes recherches ou aider et assister moralement et matériellement tous centres, établissements, associations, groupements et personnes poursuivant un objet indentique ou analogue au sien.

Elle pourra faire généralement toutes les opérations financières, mobilières ou immobilières susceptibles de favoriser le prédit objet.

Article 2. -

La société pourra en particulier subsidier les associations sans but lucratif de droit luxembourgeois "Grande Loge de Luxembourg", et "Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepté pour le Grand-Duché de Luxembourg".

Article 3. -

Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Article 4. -

La durée de la société venant à expiration le huit février mil neuf cent soixante-dix-huit, a été prorogée pour un nouveau terme de trente années à compter du huit février mil neuf cent soixante-dix-huit.

Article 5. -

Le capital social est fixé à UN MILLION DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (1.250.000.-) divisé en trois cent cinquante (350) actions sans valeur nominale.

Articles 6 et 7. - (abrogés)

Article 8. -

Les actions de la société sont au porteur. Cependant jusqu'à leur complète libération elles resteront nominatives et leur transfert ne pourra s'opérer que par une inscription sur les livres de la société.

Article 9. -

Toutes les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux considéré par elle comme propriétaire. Chaque fois que plusieurs prétendent à la propriété du même titre, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce que une seule personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire. Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne pourront sous aucun prétexte provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans son administration; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Article 10. -

La société peut émettre des obligations par décision du conseil d'administration autorisé à ces fins par l'assemblée générale des actionnaires comme aussi de fixer le taux et les conditions d'émission ainsi que l'intérêt et le mode de remboursement. L'obligation portera un numéro d'ordre et sera revêtue de la signature de deux administrateurs.

Article 11. -

La société est administrée par un conseil composé de cinq membres au moins et de sept membres au maximum. Ceux-ci sont nommés et révoqués par l'assemblée générale. Les administrateurs sont élus pour une durée de six ans; les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le conseil d'administration désignera un président, un secrétaire et un trésorier parmi ses membres.

Article 12. -

Le conseil d'administration représente la société dans les limites en conformité des présents statuts.

Il est investi à cet effet des pouvoirs les plus étendus, en ce sens que tout ce qui n'est pas réservé expressément par les statuts à l'assemblée générale, est de sa compétence.

Il peut notamment faire tous marchés ou entreprises, acquérir ou aliéner tous biens meubles, recevoir toutes sommes et en donner décharges et quittances, consentir toutes mentions et subrogations sans garantie, donner mainlevée partielle ou définitive, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions de privilège ou d'hypothèque, renoncer à tous droits et à toute action résolutoire, intenter toutes actions judiciaires, plaider, transiger, compromettre; il nomme et révoque les gérants et autres employés de la société.

Il pourra, pour une ou plusieurs affaires déterminées, déléguer ses pouvoirs à telle personne que bon lui semble.

Le président du conseil d'administration ou un administrateur délégué par lui, représente la société pour les affaires courantes et notamment en justice tant en demandant qu'en défendant.

Article 13. -

Tous les actes qui engagent la société seront signés par deux administrateurs au moins.

Article 14. -

Le conseil d'administration se réunit, sur la convocation écrite du secrétaire, portant désignation de l'objet de l'ordre du jour, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs le demandent.

Article 15. -

Les résolutions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Le conseil d'administration ne pourra valablement délibérer que lorsque la majorité simple de ses membres au moins est présente ou représentée; le mandat spécial entre administrateurs étant possible.

En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

En cas d'absence du président, le membre le plus âgé du conseil d'administration le remplacera et fera fonction de président.

Les décisions du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux transcrits dans un registre spécial tenu au siège de la société et signé par les membres ayant pris part aux délibérations.

Les copies à produire en justice ou ailleurs seront signées par le président et un administrateur ou par deux administrateurs.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil d'administration.

Article 16.- (abrogé)

Article 17.-

En cas de vacance d'une place d'administrateur, le conseil d'administration peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale, qui procédera à l'élection définitive.

L'administrateur élu au poste vacant terminera le mandat de son prédécesseur.

Article 18.-

La surveillance des opérations de la société est confiée à trois commissaires élus par l'assemblée générale.

Ils sont élus pour une durée de six ans, tout en étant rééligibles.

En cas de vacance d'un poste de commissaire, les deux commissaires y pourvoiront provisoirement jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale, qui désignera un commissaire remplaçant, celui-ci terminera le mandat de son prédécesseur.

Article 19.-

Les commissaires de surveillance peuvent à tout moment prendre connaissance des livres et papiers de la société.

Article 20.-

Les administrateurs et les commissaires sont responsables de leur gestion à l'égard de l'assemblée générale, ils ne contractent vis-à-vis des tiers aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société.

Il devra être affecté cinq actions de la société par administrateur et trois actions par commissaire par privilège à la sûreté de l'exercice de leur charge.

Ces actions sont nominatives et inaliénables tant qu'elles resteront déposées au siège de la société.

Article 21.-

L'assemblée générale fixe les émoluments des administrateurs et des commissaires de surveillance.

Article 22.-

Il est tenu une assemblée générale chaque année, au siège social; elle aura lieu le jeudi précédant Pâques à 11 heures du matin.

L'assemblée générale peut, en outre, être convoquée soit par le conseil d'administration, soit à la demande des commissaires, soit à la requisition d'un groupe d'actionnaires représentant au moins le cinquième du fonds social.

L'assemblée générale annuelle aura notamment à vérifier le bilan, à fixer les dividendes, le nombre des actions à amortir et à procéder à tous devoirs.

Article 23.-

Les convocations aux assemblées générales sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans un journal de la ville de Luxembourg. Elles contiendront l'ordre du jour de la réunion.

Au cas où tous les actionnaires sont connus, la convocation se fera par lettre recommandée trois semaines avant l'assemblée générale; il pourra être procédé à l'assemblée sans formalité préalable de convocation au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et se reconnaissent dûment avertis et informés de l'ordre du jour de l'assemblée.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration.

Aucun objet autre que ceux figurant à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

Article 24.-

A partir de la convocation tous les actionnaires peuvent prendre au siège social communication du bilan, de l'inventaire et des rapports du conseil d'administration et du comité de surveillance.

Article 25. -

Cinq jours au moins avant l'assemblée générale, les actionnaires qui veulent y assister doivent faire connaître les numéros de leurs actions ou déposer leurs titres au siège social; ils sont admis à l'assemblée sur production des titres ou des certificats de dépôt.

L'accomplissement de cette formalité n'est pas requis pour les actionnaires porteurs d'actions non entièrement libérées, restant nominatives au voeu de l'art. 8 des présents statuts, la circonstance qu'aucun transfert d'actions n'a été opéré sur les livres de la société justifiant pleinement de leur propriété.

Article 26. -

L'assemblée délibère valablement lorsque les actionnaires représentant la majorité simple sont présents ou représentés. Dans le cas où sur une première convocation cette condition ne serait pas remplie, il est procédé à une deuxième convocation à un mois d'intervalle.

Dans cette seconde réunion, l'assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des actions représentées, mais seulement sur les objets qui figuraient à l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées à l'assemblée.

Article 27. - (abrogé)

Article 28. -

L'assemblée est présidée par le président ou par un membre désigné par le conseil d'administration. Le secrétaire du conseil d'administration ou son représentant assumera la fonction de secrétaire du bureau de l'assemblée. Les actionnaires désigneront deux scrutateurs parmi les assistants.

Article 29. -

Dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, en touchant l'objet ou la forme de la société, l'augmentation ou la diminution du capital social, tout actionnaire peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède sans limitation. Le vote dans ces assemblées se fera conformément aux articles 67-1 et 69 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Article 30. -

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre ad hoc et signés par le président, le secrétaire et les scrutateurs. Les extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs seront certifiés par le président de l'assemblée et le secrétaire ou bien par deux membres du conseil d'administration ayant pris part à l'assemblée; une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs.

Cette feuille sera signée par chaque actionnaire à son entrée en séance.

Article 31. -



Chaque année, l'administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires de la société.

L'administration établit le bilan et le compte des profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

L'administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

#### Article 32. -

Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social:

1. du bilan et du compte des profits et pertes;
2. de la liste des fonds publics des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;
3. de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;
4. du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

#### Article 33. -

L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

#### Article 34. -

Le bilan et le compte des profits et pertes précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans la quinzaine après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs, conformément au mode déterminé par l'article 9.

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des

bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale.

Article 35. -

En cas de dissolution anticipée de la société, prononcée dans les conditions de l'article 20 ci-dessus par une assemblée générale extraordinaire, la même assemblée fixera le mode de liquidation et nommera à la simple majorité des voix un ou trois liquidateurs.

Article 36. -

En cas de dissolution de la société par l'expiration du terme prévu, la liquidation sera opérée par les soins du conseil d'administration alors en service, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

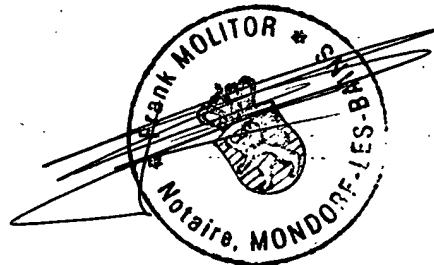
Article 37. -

Les liquidateurs de la société auront les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif social, tant mobilier qu'immobilier, même par la voie amiable.

Article 38. -

Après la dissolution et jusqu'à la fin des opérations de liquidation, l'assemblée générale des actionnaires exercera les mêmes pouvoirs et attributions que pendant le cours de la société; elle peut changer le mode de liquidation d'abord adopté et nommer de nouveaux liquidateurs, fixer leurs traitements, déterminer leurs pouvoirs, recevoir les comptes et donner décharge.

Le produit de la liquidation après l'acquittement du passif et le remboursement des actions non amorties sera réparti proportionnellement entre toutes les actions.



Déposé au registre de commerce et des sociétés Luxembourg	
le	20 MARS 1999
le préposé,	<i>pt. M. H. K.</i>

24 10 2011

24-10-2011

B 10 954

7168 / 05

STATUTS COORDONNES au 2 août 1985, de la  
SOCIETE LITTERAIRE, Société anonyme.

Siège social: Luxembourg

R.C. Luxembourg B 10.954.

\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*

Constituée suivant actes reçus par le notaire Camille Weckbecker de Luxembourg en date resp. des treize novembre mil neuf cent neuf et neuf juillet mil neuf cent dix, et dont les statuts ont été modifiés le neuf février mil neuf cent dix-huit suivant acte reçu par le notaire Camille Weckbecker de Luxembourg, publié au Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial No 6 du six mars mil neuf cent dix-huit, le vingt-sept janvier mil neuf cent quarante-huit suivant acte reçu par le notaire Tony Neuman de Luxembourg, publié au Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial No 15 du seize mars mil neuf cent quarante-huit, le vingt-trois janvier mil neuf cent soixante-dix-huit suivant acte reçu par le notaire Hyacinthe Glaesener, publié au Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial No 59 du vingt-quatre mars mil neuf cent soixante-dix-huit, et en vertu de l'augmentation de capital et modification des statuts, reçu par le notaire Paul DECKER d'Echternach, en date du 2 août 1985, non encore publié.

\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*

## Statuts

de la « Société Littéraire, société anonyme pour la création de bibliothèques, l'achat et la vente de livres, de boissons et de denrées alimentaires » tels qu'ils résultent des actes de M<sup>e</sup> Camille Weckbecker des 13 novembre 1909 resp. 9 juillet 1910.

Comparants : M. Joseph Junck, chef de gare de 1<sup>re</sup> classe, demeurant à la gare centrale de Luxembourg, commune de Hollerich ; M. Jean-Henri-Jules Thierry-Ruckert, rentier, demeurant à Mulhouse ; M. Adolphe Omlor, industriel, demeurant à Francfort ; M. Arthur Knapp, inspecteur des postes pensionné, demeurant à Luxembourg ; M. Alphonse Munchen, ingénieur, demeurant à Luxembourg ; M. Charles Sand, chef d'expédition pensionné, demeurant à la gare centrale, commune de Hollerich ; M. Jules Godchaux, directeur, demeurant à Schleismuhl, commune de Hamun ; M. Eugène Lang, ingénieur de district, demeurant à Diekirch ; M. Albert van Gogh, directeur d'usine, demeurant à Dudelange ; M. Alphonse Bloc, industriel, demeurant à Luxembourg ; M. Joseph Limpach, chef de service, demeurant à la gare centrale, commune de Hollerich ; M. Armand Michel, négociant, demeurant à Luxembourg.

TITRE I<sup>er</sup>. — Dénomination, objet, siège et durée de la société.

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est formé par les présentes entre les comparants et ceux qui adhéreront aux présents statuts par la souscription des actions qui vont être créées, une société anonyme sous la dénomination « Société littéraire, société anonyme pour la création de bibliothèques, l'achat et la vente de livres, de boissons et de denrées alimentaires ».

Art. 2. — Cette société a pour objet : 1<sup>o</sup> la création de bibliothèques, l'achat et la location de livres ; 2<sup>o</sup> l'achat, la vente de vins, de boissons hygiéniques et de denrées alimentaires.

Art. 3. — Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Art. 4. — La durée de la société est fixée à cinquante ans à partir de l'approbation des présents statuts.

~~Elle pourra être prorogée à tout temps et pour une époque déterminée par un vote de l'assemblée générale extraordinaire.~~

9.2.1918 :

1 — L'art. 4 des statuts est modifié comme suit :

La durée de la société est réduite à trente années à dater de ce jour.

Elle pourra être prorogée ou dissoute en tout temps en vertu d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions prévues par l'art. 67 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La société pourra prendre des engagements pour un terme excédant sa durée, sauf liquidation des engagements en cours, lors de la dissolution de la société.

27.1.1948 :

L'article quatre, alinéa premier des statuts est modifié comme suit :

« La durée de la société venant à expiration le huit février mil neuf cent quarante-huit a été prorogée pour un nouveau terme de trente années, à compter du dit huit février. »

23.1.1978

L'article 4 des statuts aura la teneur suivante :  
La durée de la société venant à expiration le huit février mil neuf cent soixante-dix-huit, a été prorogée pour un nouveau terme de trente années à compter du huit février mil neuf cent soixante-dix-huit.

## Titre II.- Capital social, actions et apports.

Art. 5.- Le capital social est fixé à UN MILLION DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (1.250.000.-) divisé en trois cent cinquante (350) actions sans valeur nominale.

Art. 6. — Des actions présentement créées, 150 sont attribuées à MM. Junck, Thierry, Omlor, Knaff, Munchen et Sand, en échange des apports, dont il sera parlé ci-après;

Autres cinquante sont souscrites comme suit: 1° huit par M. Jules Godchaux; 2° huit par M. Eugène Lang; 3° huit par M. Albert van Gogh; 4° huit par M. Alphonse Bloc; 5° huit par M. Joseph Limpach; 6° dix par M. Armand Michel, tous susdits.

Et à l'instant MM. Godchaux, Lang, van Gogh, Bloc, Limpach et Michel ont versé la moitié de cette somme de 5000 fr., soit 2500 fr. au vu du notaire instrumentaire et des témoins.

Cette somme restera déposée entre les mains du notaire instrumentaire pour être tenue à la disposition de la société à partir du moment où celle-ci aura reçu l'approbation prévue par l'art. 37 du Code de commerce.

Quant à la seconde moitié du montant de ces actions, elle sera versée entre les mains du membre à ce délégué du conseil d'administration dans le mois qui suivra l'approbation des présents statuts, avec intérêts à 5 pCt. à partir du jour de cette approbation en cas de retard de la part des souscripteurs d'effectuer le versement dans le dit délai.

Le restant par cinquante actions restent attachées à la souche pour être émises au fur et à mesure des besoins de la société.

Aucune de ces actions ne pourra être émise au-dessous du pair.

Art. 7. — M. Junck en nom personnel et comme mandataire de MM. Thierry, Omlor, Munchen, Sand et Knaff fait apport à la société de tout l'actif de la « Société Littéraire de Luxembourg », créée par acte du notaire Jean François le jeune de Luxembourg, en date du 27 avril 1818 pour une durée de 50 ans, prorogée et éventuellement reconstituée par acte du notaire Ransonnet de Luxembourg, le 28 décembre 1890.

Cet apport, libre de tout passif, consiste dans les valeurs suivantes:

a) Dans une maison avec ses dépendances, sise à Luxembourg, rue de la Loge, n° 5, entre Schock, d'un côté, Emmel et la rue du Breitenweg, de l'autre côté, donnant de derrière sur Schaefer, et de devant sur la dite rue, cadastrée commune de Luxembourg, section F, n° 519, pour une contenance de 2 ares 70 centiares.

b) Dans le mobilier, les vins en cave, les livres, brochures et publications périodiques qui se trouvent dans la maison susdécrite.

Il est bien entendu que tous droits de propriété, ou de copropriété éventuels de tiers demeureront expressément réservés.

Il leur est attribué en échange de ces apports 150 actions entièrement libérées.

Art. 8. — Les actions de la société sont au porteur. Cependant jusqu'à leur complète libération elles resteront nominatives et leur transfert ne pourra s'opérer que par une inscription sur les livres de la société.

Les actions sont extraites d'un livre à souches, numérotées, frappées du timbre de la société et revêtues de la signature de deux administrateurs et d'un commissaire de la société.

Art. 9. —

- 9.2.1918 -

Toutes les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux considéré par elle comme propriétaire. Chaque fois que plusieurs prétendent à la propriété du même titre, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait désigné comme étant à son égard propriétaire.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne pourront sous aucun prétexte provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la liquidation, ni s'immiscer d'aucune manière dans son administration; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

En cas de décès ou de départ d'un actionnaire, le conseil d'administration est autorisé à racheter ses actions pour compte de la société et de préférence à tout tiers non sociétaire pour un prix égal à la quote-part de l'actionnaire dans l'actif net de la société tel qu'il résulte du dernier bilan.

La société peut émettre des obligations par décision du conseil d'administration autorisée à cet effet par l'assemblée générale des actionnaires comme aussi de fixer le taux et les conditions d'émission ainsi que l'intérêt et le mode de remboursement.

L'obligation portera un numéro d'ordre et sera revêtue de la signature de deux administrateurs.

### TITRE III. — Administration et surveillance.

Art. 11. — La société est administrée par un conseil composé de trois membres.

Ceux-ci sont nommés et révoqués par l'assemblée générale.

Les administrateurs sont élus pour une durée de trois ans et renouvelés par tiers tous les ans ; les administrateurs sortants sont rééligibles. L'ordre de sortie est fixé par la voie du sort dans la première assemblée générale.

Le conseil d'administration élit chaque année un président parmi les membres.

Art. 12. — Le conseil d'administration représente la société dans les limites et en conformité des présents statuts.

Il est investi à cet effet des pouvoirs les plus étendus, en ce sens que tout ce qui n'est pas réservé expressément par les statuts à l'assemblée générale, est de sa compétence.

Il peut notamment faire tous marchés ou entreprises, acquérir ou aliéner tous biens meubles, recevoir toutes sommes et en donner décharges et quittances, consentir toutes mentions et subrogations sans garantie, donner mainlevée partielle ou définitive, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions de privilège ou d'hypothèque, renoncer à tous droits et à toute action résolutoire, intenter toutes actions judiciaires, plaider, transiger, compromettre ; il nomme et révoque les gérants et autres employés de la société.

Il pourra, pour une ou plusieurs affaires déterminées, déléguer ses pouvoirs à telle personne que bon lui semble.

9.2.1918 :

Le président du conseil d'administration ou son délégué représente la société en justice tant en demandant qu'en défendant.

Art. 13. — Tous les actes qui engagent la société seront signés par deux administrateurs au moins.

Art. 14. — Le conseil d'administration se réunit, sur la convocation écrite du président, portant désignation de l'objet de l'ordre du jour, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs le demandent.

Art. 15. — Les résolutions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Le conseil d'administration ne pourra valablement délibérer que lorsque deux membres au moins sont présents.

En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

En cas d'absence du président, le membre le plus âgé du conseil d'administration le remplacera et fera fonction de président.

Les décisions du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux transcrits dans un registre spécial tenu au siège de la société et signé par les membres ayant pris part aux délibérations.

Les copies à produire en justice ou ailleurs seront signées par le président et un administrateur ou par deux administrateurs.

9.2.1918 :

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil d'administration.

Art. 16. — Par dérogation à l'art. 11 qui précède sont nommés administrateurs pour la première fois MM. Junck, Godchaux et Lang.

Art. 17. — En cas de vacance d'une place d'administrateur, le conseil d'administration peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale, qui procédera à l'élection définitive.

Art. 18. — La surveillance des opérations de la société est confiée à un comité de trois membres élus par l'assemblée générale.

Ils sont élus pour une durée de trois années et renouvelés par tiers tous les ans, tout en étant rééligibles.

Sont nommés commissaires de surveillance pour la première fois MM. van Gogh, Bloc et Limpach.

Art. 19. — Les commissaires de surveillance peuvent à tout moment prendre connaissance des livres et papiers de la société.

Art. 20. —

— 9.2.1918 —

Les administrateurs et les commissaires sont responsables de leur gestion à l'égard de l'assemblée générale, ils ne contractent vis-à-vis des tiers aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société.

Chaque actionnaire doit affecter cinq actions de la société et chaque commissaire trois actions par privilège à la sûreté de sa gestion.

Ces actions sont nominatives et inaliénables tant qu'elles resteront déposées au siège de la société.

Art. 21. — L'assemblée générale fixe les émoluments des administrateurs et des commissaires de surveillance.

#### TITRE IV. — Assemblée générale.

Art. 22. —

— 9.2.1918 —

Il est tenu une assemblée générale chaque année, au siège social; elle aura lieu le Jeudi précédant Pâques à 11 heures du matin.

L'assemblée générale peut, en outre, être convoquée soit par le conseil d'administration, soit à la demande des commissaires, soit à la requisition d'un groupe d'actionnaires représentant au moins le cinquième du fonds social.

L'assemblée générale annuelle aura notamment à vérifier le bilan, à fixer les dividendes, le nombre des actions à amortir et à procéder à tous autres devoirs.

Art. 23. —

— 9.2.1918 —

Les convocations aux assemblées générales sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le *Mémorial* et dans un journal de la ville de Luxembourg. Elles contiendront l'ordre du jour de la réunion.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration.

Aucun objet autre que ceux figurant à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

Art. 24. — A partir de la convocation, tous les actionnaires peuvent prendre au siège social communication du bilan, de l'inventaire et des rapports du conseil d'administration et du comité de surveillance.

Art. 25. — Cinq jours au moins avant l'assemblée générale, les actionnaires qui veulent y assister doivent faire connaître les numéros de leurs actions ou déposer leurs titres au siège social; ils sont admis à l'assemblée sur production des titres ou des certificats de dépôt.

L'accomplissement de cette formalité n'est pas requise pour les actionnaires porteurs d'actions non entièrement libérées, restant nominatives au vu de l'art. 8 des présents statuts, la circonstance qu'aucun transfert d'actions n'a été opéré sur les livres de la société justifiant pleinement de leur propriété.

Art. 26. — L'assemblée délibère valablement lorsque les actions représentées réunissent la moitié du capital social émis.

Dans le cas où sur une première convocation cette condition ne serait pas remplie, il est procédé à une deuxième convocation à un mois d'intervalle.

Dans cette seconde réunion, l'assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des actions représentées, mais seulement sur les objets qui figuraient à l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Art. 27. —

— 9.2.1918 —

Pour avoir voix délibérante dans les assemblées, il faut être porteur d'une action au moins.

Chaque action donnera lieu à une voix; tous les actionnaires ont le droit de voter par eux-mêmes ou par un mandataire-actionnaire. Nul ne peut cependant ni par lui-même ni par mandataire prendre part au vote pour un nombre d'actions supérieur au cinquième des actions émises ou aux deux cinquièmes des actions représentées à l'assemblée.

Art. 28. — L'assemblée est présidée par le président ou par le membre désigné par le conseil d'administration.

Le président désignera deux scrutateurs et un secrétaire choisis dans l'assemblée.

Art. 29. —

— 9.2.1918 —

Dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, en touchant l'objet ou la forme de la société, l'augmentation ou la diminution du capital social, tout actionnaire peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède sans limitation.

Le vote dans ces assemblées se fera conformément aux art. 67 et 69 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 30. — Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre ad hoc et signés par le président, le secrétaire et les scrutateurs. Les extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs seront certifiés par le président de l'assemblée et le secrétaire ou bien par deux membres du conseil d'administration ayant pris part à l'assemblée; une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs.

Cette feuille sera signée par chaque actionnaire à son entrée en séance.



9.2.1918: Les articles 31, 32, 33 et 34 sont remplacés par les dispositions des art. 72, 73, 74 et 75 de la loi du 10 août 1915, comme suit:

**Art. 72.** Chaque année, l'administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs administrateurs et commissaires de la société.

L'administration établit le bilan et le compte des profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

L'administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

**Art. 73.** Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social:

- 1° du bilan et du compte des profits et pertes;
- 2° de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;
- 3° de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;
- 4° du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

**Art. 74.** L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

**Art. 75.** Le bilan et le compte des profits et pertes précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans la quinzaine après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs, conformément au mode déterminé par l'art. 9.

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale.

## TITRE VI. — Dissolution, Liquidation.

**Art. 35.** — En cas de dissolution anticipée de la société, prononcée dans les conditions de l'art. 29 ci-dessus par une assemblée générale extraordinaire, la même assemblée fixera le mode de liquidation et nommera à la simple majorité des voix un ou trois liquidateurs.

**Art. 36.** — En cas de dissolution de la société par l'expiration du terme prévu, la liquidation sera opérée par les soins du conseil d'administration alors en service, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

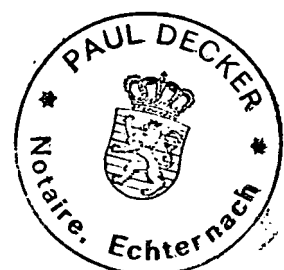
**Art. 37.** — Les liquidateurs de la société auront les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif social, tant mobilier qu'immobilier, même par la voie amiable.

**Art. 38.** — Après la dissolution et jusqu'à la fin des opérations de liquidation, l'assemblée générale des actionnaires exercera les mêmes pouvoirs et attributions que pendant le cours de la société; elle peut changer le mode de liquidation d'abord adopté et nommer de nouveaux liquidateurs, fixer leurs traitements, déterminer leurs pouvoirs, recevoir les comptes et donner décharge.

Le produit de la liquidation après l'acquittement du passif et le remboursement des actions non amorties sera réparti proportionnellement entre toutes les actions. Pour copie conforme.

Echternach, le 13 août 1985.

24 10 2011



Déposé au greffe du tribunal  
d'arrondt de et à Luxembourg

le 16 AOÛT 1985

Le préposé du registre de commerce,

p. d. My  
fixe

B 10954

S o c i é t é L i t t é r a i r e

Société anonyme pour la création de Bibliothèques, l'achat  
et la vente de livres, de boissons et de denrées alimentaires

=====

S t a t u t s

Texte en concordance avec les modifications  
intervenues le 9 février 1918, le 27 janvier 1948  
et le 23 janvier 1978

=====

## Statuts

de la « Société littéraire, société anonyme pour la création de bibliothèques, l'achat et la vente de livres, de boissons et de denrées alimentaires » tels qu'ils résultent des actes de M<sup>e</sup> Camille W'eckbecker des 13 novembre 1909 resp. 9 juillet 1910.

Comparants : M. Joseph Junck, chef de gare de 1<sup>re</sup> classe, demeurant à la gare centrale de Luxembourg, commune de Hollerich; M. Jean-Henri-Jules Thierry-Ruckert, rentier, demeurant à Mulhouse; M. Adolphe Omlor, industriel, demeurant à Francfort; M. Arthur Knaff, inspecteur des postes pensionné, demeurant à Luxembourg; M. Alphonse Munchen, ingénieur, demeurant à Luxembourg; M. Charles Sand, chef d'expédition pensionné, demeurant à la gare centrale, commune de Hollerich; M. Jules Godchaux, directeur, demeurant à Schleismuhl, commune de Hamm; M. Eugène Lang, ingénieur de district, demeurant à Diekirch; M. Albert van Gogh, directeur d'usine, demeurant à Dudelange; M. Alphonse Bloc, industriel, demeurant à Luxembourg; M. Joseph Limpach, chef de service, demeurant à la gare centrale, commune de Hollerich; M. Armand Michel, négociant, demeurant à Luxembourg.

TITRE I<sup>er</sup>. — Dénomination, objet, siège et durée de la société.

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est formé par les présentes entre les comparants et ceux qui adhéreront aux présents statuts par la souscription des actions qui vont être créées, une société anonyme sous la dénomination « Société littéraire, société anonyme pour la création de bibliothèques, l'achat et la vente de livres, de boissons et de denrées alimentaires ».

Art. 2. — Cette société a pour objet : 1<sup>o</sup> la création de bibliothèques, l'achat et la location de livres; 2<sup>o</sup> l'achat, la vente de vins, de boissons hygiéniques et de denrées alimentaires.

Art. 3. — Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Art. 4. — ~~La durée de la société est fixée à cinquante ans à partir de l'approbation des présents statuts.~~

~~Elle pourra être prorogée à tout temps et pour une époque déterminée par un vote de l'assemblée générale extraordinaire.~~

9.2.1918:

1. — L'art. 4 des statuts est modifié comme suit:

La durée de la société est réduite à trente années à dater de ce jour.

Elle pourra être prorogée ou dissoute en tout temps en vertu d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions prévues par l'art. 67 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La société pourra prendre des engagements pour un terme excédant sa durée, sauf liquidation des engagements en cours, lors de la dissolution de la société.

27.1.1948:

L'article quatre, alinéa premier des statuts est modifié comme suit:

« La durée de la société venant à expiration le huit février mil neuf cent quarante-huit a été prorogée pour un nouveau terme de trente années, à compter du dit huit février. »

23.1.1978

L'article 4 des statuts aura la teneur suivante:

La durée de la société venant à expiration le huit février mil neuf cent soixante-dix-huit, a été prorogée pour un nouveau terme de trente années à compter du huit février mil neuf cent soixante-dix-huit.

## Titre II. — Capital social, actions et apports.

**Art. 5.** — Le capital social est fixé à 25.000 fr. divisé en 250 actions de 100 fr. chacune.

**Art. 6.** — Des actions présentement créées, 150 sont attribuées à MM. Junck, Thierry, Omlor, Knaff, Munchen et Sand, en échange des apports, dont il sera parlé ci-après ;

Autres cinquante sont souscrites comme suit : 1<sup>re</sup> huit par M. Jules Godchaux ; 2<sup>e</sup> huit par M. Eugène Lang ; 3<sup>e</sup> huit par M. Albert van Gogh ; 4<sup>e</sup> huit par M. Alphonse Bloc ; 5<sup>e</sup> huit par M. Joseph Limpach ; 6<sup>e</sup> dix par M. Armand Michel, tous susdits.

Et à l'instant MM. Godchaux, Lang, van Gogh, Bloc, Limpach et Michel ont versé la moitié de cette somme de 5000 fr., soit 2500 fr. au vu du notaire instrumentaire et des témoins.

Cette somme restera déposée entre les mains du notaire instrumentaire pour être tenue à la disposition de la société à partir du moment où celle-ci aura reçu l'approbation prévue par l'art. 37 du Code de commerce.

Quant à la seconde moitié du montant de ces actions, elle sera versée entre les mains du membre à ce délégué du conseil d'administration dans le mois qui suivra l'approbation des présents statuts, avec intérêts à 5 pCt à partir du jour de cette approbation en cas de retard de la part des souscripteurs d'effectuer le versement dans le dit délai.

Le restant par cinquante actions restent attachées à la souche pour être émises au fur et à mesure des besoins de la société.

Aucune de ces actions ne pourra être émise au-dessous du pair.

**Art. 7.** — M. Junck en nom personnel et comme mandataire de MM. Thierry, Omlor, Munchen, Sand et Knaff fait apport à la société de tout l'actif de la « Société Littéraire de Luxembourg », créée par acte du notaire Jean François le jeune de Luxembourg, en date du 27 avril 1818 pour une durée de 50 ans, prorogée et éventuellement reconstituée par acte du notaire Ransonnet de Luxembourg, le 28 décembre 1890.

Cet apport, libre de tout passif, consiste dans les valeurs suivantes :

a) Dans une maison avec ses dépendances, sise à Luxembourg, rue de la Loge, n° 5, entre Schöck, d'un côté, Emmel et la rue du Breitenweg, de l'autre côté, donnant de derrière sur Schäfer, et de devant sur la dite rue, cadastrée commune de Luxembourg, section F, n° 549, pour une contenance de 2 ares 70 centiares.

b) Dans le mobilier, les vins en cave, les livres, brochures et publications périodiques qui se trouvent dans la maison susdécrite.

Il est bien entendu que tous droits de propriété ou de copropriété éventuels de tiers demeureront expressément réservés.

Il leur est attribué en échange de ces apports 150 actions entièrement libérées.

**Art. 8.** — Les actions de la société sont au porteur. Cependant jusqu'à leur complète libération elles resteront nominatives et leur transfert ne pourra s'opérer que par une inscription sur les livres de la société.

Les actions sont extraites d'un livre à souches, numérotées, frappées du timbre de la société et revêtues de la signature de deux administrateurs et d'un commissaire de la société.

**Art. 9.** — - 9.2.1918 -

Toutes les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux considéré par elle comme propriétaire. Chaque fois que plusieurs prétendent à la propriété du même titre, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait désigné comme étant à son égard propriétaire.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne pourront sous aucun prétexte provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans son administration ; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

En cas de décès ou de départ d'un actionnaire, le conseil d'administration est autorisé à racheter ses actions pour compte de la société et de préférence à tout tiers non sociétaire pour un prix égal à la quote-part de l'actionnaire dans l'actif net de la société tel qu'il résulte du dernier bilan.

La société peut émettre des obligations par décision du conseil d'administration autorisée d'ici trois ans par l'assemblée générale des actionnaires comme aussi de fixer le taux et les conditions d'émission ainsi que l'intérêt et le mode de remboursement.

L'obligation portera un numéro d'ordre et sera revêtue de la signature de deux administrateurs.

### TITRE III. — Administration et surveillance.

Art. 11. — La société est administrée par un conseil composé de trois membres.

Ceux-ci sont nommés et révoqués par l'assemblée générale.

Les administrateurs sont élus pour une durée de trois ans et renouvelés par tiers tous les ans ; les administrateurs sortants sont rééligibles. L'ordre de sortie est fixé par la voie du sort dans la première assemblée générale.

Le conseil d'administration élit chaque année un président parmi les membres.

Art. 12. — Le conseil d'administration représente la société dans les limites et en conformité des présents statuts.

Il est investi à cet effet des pouvoirs les plus étendus, en ce sens que tout ce qui n'est pas réservé expressément par les statuts à l'assemblée générale, est de sa compétence.

Il peut notamment faire tous marchés ou entreprises, acquérir ou aliéner tous biens meubles, recevoir toutes sommes et en donner décharges et quittances, consentir toutes mentions et subrogations sans garantie, donner mainlevée partielle ou définitive, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions de privilège ou d'hypothèque, renoncer à tous droits et à toute action résolutoire, intenter toutes actions judiciaires, plaider, transiger, compromettre ; il nomme et révoque les gérants et autres employés de la société.

Il pourra, pour une ou plusieurs affaires déterminées, déléguer ses pouvoirs à telle personne que bon lui semble.

9.2.1918 :

Le président du conseil d'administration ou son délégué représente la société en justice tant en demandant qu'en défendant.

Art. 13. — Tous les actes qui engagent la société seront signés par deux administrateurs au moins.

Art. 14. — Le conseil d'administration se réunit, sur la convocation écrite du président, portant désignation de l'objet de l'ordre du jour, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs le demandent.

Art. 15. — Les résolutions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Le conseil d'administration ne pourra valablement délibérer que lorsque deux membres au moins sont présents.

En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

En cas d'absence du président, le membre le plus âgé du conseil d'administration le remplacera et fera fonction de président.

Les décisions du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux transcrits dans un registre spécial tenu au siège de la société et signé par les membres ayant pris part aux délibérations.

Les copies à produire en justice ou ailleurs seront signées par le président et un administrateur ou par deux administrateurs.

9.2.1918 :

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil d'administration.

Art. 16. — Par dérogation à l'art. 11 qui précède sont nommés administrateurs pour la première fois MM. Junck, Godchaux et Lang.

Art. 17. — En cas de vacance d'une place d'administrateur, le conseil d'administration peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale, qui procédera à l'élection définitive.

Art. 18. — La surveillance des opérations de la société est confiée à un comité de trois membres élus par l'assemblée générale.

Ils sont élus pour une durée de trois années et renouvelés par tiers tous les ans, tout en étant rééligibles.

Sont nommés commissaires de surveillance pour la première fois MM. van Cogh, Bloc et Limpach.

Art. 19. — Les commissaires de surveillance peuvent à tout moment prendre connaissance des livres et papiers de la société.

Art. 20. —

— 9.2.1918 —

Les administrateurs et les commissaires sont responsables de leur gestion à l'égard de l'assemblée générale, ils ne contractent vis-à-vis des tiers aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société.

Chaque actionnaire doit affecter cinq actions de la société et chaque commissaires trois actions par privilège à la sûreté de sa gestion.

Ces actions sont nominatives et inaliénables tant qu'elles resteront déposées au siège de la société.

Art. 21. — L'assemblée générale fixe les émoluments des administrateurs et des commissaires de surveillance.

#### TITRE IV. — Assemblée générale.

Art. 22. —

— 9.2.1918 —

Il est tenu une assemblée générale chaque année, au siège social; elle aura lieu le jeudi précédant Pâques à 11 heures du matin.

L'assemblée générale peut, en outre, être convoquée soit par le conseil d'administration, soit à la demande des commissaires, soit à la requisition d'un groupe d'actionnaires représentant au moins le cinquième du fonds social.

L'assemblée générale annuelle aura notamment à vérifier le bilan, à fixer les dividendes, le nombre des actions à amortir et à procéder à tous autres devoirs.

Art. 23. —

— 9.2.1918 —

Les convocations aux assemblées générales sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le *Mémorial* et dans un journal de la ville de Luxembourg. Elles contiendront l'ordre du jour de la réunion.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration.

Aucun objet autre que ceux figurant à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

**Art. 24.** — A partir de la convocation, tous les actionnaires peuvent prendre au siège social communication du bilan, de l'inventaire et des rapports du conseil d'administration et du comité de surveillance.

**Art. 25.** — Cinq jours au moins avant l'assemblée générale, les actionnaires qui veulent y assister doivent faire connaître les numéros de leurs actions ou déposer leurs titres au siège social; ils sont admis à l'assemblée sur production des titres ou des certificats de dépôt.

L'accomplissement de cette formalité n'est pas requise pour les actionnaires porteurs d'actions non entièrement libérées, restant nominatives au vu de l'art. 8 des présents statuts, la circonstance qu'aucun transfert d'actions n'a été opéré sur les livres de la société justifiant pleinement de leur propriété.

**Art. 26.** — L'assemblée délibère valablement lorsque les actions représentées réunissent la moitié du capital social émis.

Dans le cas où sur une première convocation cette condition ne serait pas remplie, il est procédé à une deuxième convocation à un mois d'intervalle.

Dans cette seconde réunion, l'assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des actions représentées, mais seulement sur les objets qui figuraient à l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

**Art. 27.** —

— 9.2.1918 —

Pour avoir voix délibérante dans les assemblées, il faut être porteur d'une action au moins.

Chaque action donnera lieu à une voix; tous les actionnaires ont le droit de voter par eux-mêmes ou par un mandataire-actionnaire. Nul ne peut cependant ni par lui-même ni par mandataire prendre part au vote pour un nombre d'actions supérieur au cinquième des actions émises ou aux deux cinquièmes des actions représentées à l'assemblée.

**Art. 28.** — L'assemblée est présidée par le président ou par le membre désigné par le conseil d'administration.

Le président désignera deux scrutateurs et un secrétaire choisis dans l'assemblée.

**Art. 29.** —

— 9.2.1918 —

Dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, en touchant l'objet ou la forme de la société, l'augmentation ou la diminution du capital social, tout actionnaire peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède sans limitation.

Le vote dans ces assemblées se fera conformément aux art. 67 et 69 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

**Art. 30.** — Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre ad hoc et signés par le président, le secrétaire et les scrutateurs. Les extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs seront certifiés par le président de l'assemblée et le secrétaire ou bien par deux membres du conseil d'administration ayant pris part à l'assemblée; une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs.

Cette feuille sera signée par chaque actionnaire à son entrée en séance.



Art. 31. —

9.2.1918: Les articles 31, 32, 33 et 34 sont remplacés par les dispositions des art. 72, 73, 74 et 75 de la loi du 10 août 1915, comme suit:

**Art. 72.** Chaque année, l'administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs administrateurs et commissaires de la société.

L'administration établit le bilan et le compte des profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

L'administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

**Art. 73.** Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social:

- 1° du bilan et du compte des profits et pertes;
- 2° de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;
- 3° de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;
- 4° du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

**Art. 74.** L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

**Art. 75.** Le bilan et le compte des profits et pertes précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans la quinzaine après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs, conformément au mode déterminé par l'art. 9.

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale.

## TITRE VI. — Dissolution, Liquidation.

**Art. 35.** — En cas de dissolution anticipée de la société, prononcée dans les conditions de l'art. 29 ci-dessus par une assemblée générale extraordinaire, la même assemblée fixera le mode de liquidation et nommera à la simple majorité des voix un ou trois liquidateurs.

**Art. 36.** — En cas de dissolution de la société par l'expiration du terme prévu, la liquidation sera opérée par les soins du conseil d'administration alors en service, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

**Art. 37.** — Les liquidateurs de la société auront les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif social, tant mobilier qu'immobilier, même par la voie amiable.

**Art. 38.** — Après la dissolution et jusqu'à la fin des opérations de liquidation, l'assemblée générale des actionnaires exercera les mêmes pouvoirs et attributions que pendant le cours de la société; elle peut changer le mode de liquidation d'abord adopté et nommer de nouveaux liquidateurs, fixer leurs traitements, déterminer leurs pouvoirs, recevoir les comptes et donner décharge.

Le produit de la liquidation après l'acquittement du passif et le remboursement des actions non amorties sera réparti proportionnellement entre toutes les actions.

Luxembourg, le 21 septembre 1978

24 10 2011

H. GLAESNER  
NOTAIRE  
LUXEMBOURG

Déposé au greffe du tribunal

d'arrondissement de et à Luxembourg

le 6 OCT. 1978

*Le* Le greffier en chef

*Math. Hirsch*

S o c i é t é   L i t t é r a i r e

société anonyme pour la création de Bibliothèques,  
l'achat et la vente de livres, de boissons et de  
denrées alimentaires.

J.C. 2193

B w g s u

S t a t u t s .

Texte en concordance avec les modifications  
intervenues le 9 février 1918 et le 27 janvier 1948.

+ + + + +

24-10-2011  
24-10-2011

## Statuts

de la « Société littéraire, société anonyme pour la création de bibliothèques, l'achat et la vente de livres, de boissons et de denrées alimentaires » tels qu'ils résultent des actes de M<sup>e</sup> Camille Weckbecker des 13 novembre 1909 resp. 9 juillet 1910.

Comparants : M. Joseph Junck, chef de gare de 1<sup>re</sup> classe, demeurant à la gare centrale de Luxembourg, commune de Hollerich; M. Jean-Henri-Jules Thierry-Ruckert, rentier, demeurant à Mulhouse; M. Adolphe Omlor, industriel, demeurant à Francfort; M. Arthur Knaff, inspecteur des postes pensionné, demeurant à Luxembourg; M. Alphonse Munchen, ingénieur, demeurant à Luxembourg; M. Charles Sand, chef d'expédition pensionné, demeurant à la gare centrale, commune de Hollerich; M. Jules Godchaux, directeur, demeurant à Schleismuhl, commune de Hamm; M. Eugène Lang, ingénieur de district, demeurant à Diekirch; M. Albert van Gogh, directeur d'usine, demeurant à Dudelange; M. Alphonse Bloc, industriel, demeurant à Luxembourg; M. Joseph Limpach, chef de service, demeurant à la gare centrale, commune de Hollerich; M. Armand Michel, négociant, demeurant à Luxembourg.

TITRE I<sup>er</sup>. — Dénomination, objet, siège et durée de la société.

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est formé par les présentes entre les comparants et ceux qui adhéreront aux présents statuts par la souscription des actions qui vont être créées, une société anonyme sous la dénomination « Société littéraire, société anonyme pour la création de bibliothèques, l'achat et la vente de livres, de boissons et de denrées alimentaires ».

Art. 2. — Cette société a pour objet : 1<sup>o</sup> la création de bibliothèques, l'achat et la location de livres; 2<sup>o</sup> l'achat, la vente de vins, de boissons hygiéniques et de denrées alimentaires.

Art. 3. — Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Art. 4. — La durée de la société est fixée à cinquante ans à partir de l'approbation des présents statuts.

~~Elle pourra être prorogée à tout temps et pour une époque déterminée par un vote de l'assemblée générale extraordinaire.~~

9.2.1918:

1. — L'art. 4 des statuts est modifié comme suit:

La durée de la société est réduite à trente années à dater de ce jour.

Elle pourra être prorogée ou dissoute en tout temps en vertu d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions prévues par l'art. 67 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La société pourra prendre des engagements pour un terme excédant sa durée, sauf liquidation des engagements en cours, lors de la dissolution de la société.

27.1.1948:

L'article quatre, alinéa premier des statuts est modifié comme suit:

« La durée de la société venant à expiration le huit février mil neuf cent quarante-huit a été prorogée pour un nouveau terme de trente années, à compter du dit huit février. »

## TITRE II. — Capital social, actions et apports.

**Art. 5.** — Le capital social est fixé à 25,000 fr. divisé en 250 actions de 100 fr. chacune

**Art. 6.** — Des actions présentement créées, 150 sont attribuées à MM. Junck, Thierry, Omlor, Knaff, Munchen et Sand, en échange des apports, dont il sera parlé ci-après ;

Autres cinquante sont souscrites comme suit : 1° huit par M. Jules Godchaux ; 2° huit par M. Eugène Lang ; 3° huit par M. Albert van Gogh ; 4° huit par M. Alphonse Bloc ; 5° huit par M. Joseph Limpach ; 6° dix par M. Armand Michel, tous susdits.

Et à l'instant MM. Godchaux, Lang, van Gogh, Bloc, Limpach et Michel ont versé la moitié de cette somme de 5000 fr., soit 2500 fr. au vu du notaire instrumentaire et des témoins.

Cette somme restera déposée entre les mains du notaire instrumentaire pour être tenue à la disposition de la société à partir du moment où celle-ci aura reçu l'approbation prévue par l'art. 37 du Code de commerce.

Quant à la seconde moitié du montant de ces actions, elle sera versée entre les mains du membre à ce délégué du conseil d'administration dans le mois qui suivra l'approbation des présents statuts, avec intérêts à 5 pCt à partir du jour de cette approbation en cas de retard de la part des souscripteurs d'effectuer le versement dans le dit délai.

Le restant par cinquante actions restent attachées à la souche pour être émises au fur et à mesure des besoins de la société.

Aucune de ces actions ne pourra être émise au-dessous du pair.

**Art. 7.** — M. Junck en nom personnel et comme mandataire de MM. Thierry, Omlor, Munchen, Sand et Knaff fait apport à la société de tout l'actif de la « Société Littéraire de Luxembourg », créée par acte du notaire Jean François le jeune de Luxembourg, en date du 27 avril 1818 pour une durée de 50 ans, prorogée et éventuellement reconstituée par acte du notaire Ranssonnet de Luxembourg, le 28 décembre 1890.

Cet apport, libre de tout passif, consiste dans les valeurs suivantes :

a) Dans une maison avec ses dépendances, sise à Luxembourg, rue de la Loge, n° 5, entre Schock, d'un côté, Emmel et la rue du Breitenweg, de l'autre côté, donnant de derrière sur Schafer, et de devant sur la dite rue, cadastrée commune de Luxembourg, section F, n° 549, pour une contenance de 2 ares 70 centiares.

b) Dans le mobilier, les vins en cave, les livres, brochures et publications périodiques qui se trouvent dans la maison susdécrite.

Il est bien entendu que tous droits de propriété ou de copropriété éventuels de tiers demeureront expressément réservés.

Il leur est attribué en échange de ces apports 150 actions entièrement libérées.

**Art. 8.** — Les actions de la société sont au porteur. Cependant jusqu'à leur complète libération elles resteront nominatives et leur transfert ne pourra s'opérer que par une inscription sur les livres de la société.

Les actions sont extraites d'un livre à souches, numérotées, frappées du timbre de la société et revêtues de la signature de deux administrateurs et d'un commissaire de la société.

**Art. 9.** — - 9.2.1918 -

Toutes les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux considéré par elle comme propriétaire. Chaque fois que plusieurs prétendent à la propriété du même titre, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce que une seule personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne pourront sous aucun prétexte provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans son administration ; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

En cas de décès ou de départ d'un actionnaire, le conseil d'administration est autorisé à racheter ses actions pour compte de la société et de préférence à tout tiers non sociétaire pour un prix égal à la quote-part de l'actionnaire dans l'actif net de la société tel qu'il résulte du dernier bilan.

Art. 10. —

- 9.2.1918 -

La société peut émettre, des obligations par décision du conseil d'administration autorisé à cet effet par l'assemblée générale des actionnaires comme aussi de fixer le taux et les conditions d'émission ainsi que l'intérêt et le mode de remboursement.

L'obligation portera un numéro d'ordre et sera revêtue de la signature de deux administrateurs.

### TITRE III. — Administration et surveillance.

Art. 11. — La société est administrée par un conseil composé de trois membres.

Ceux-ci sont nommés et révoqués par l'assemblée générale.

Les administrateurs sont élus pour une durée de trois ans et renouvelés par tiers tous les ans ; les administrateurs sortants sont rééligibles. L'ordre de sortie est fixé par la voie du sort dans la première assemblée générale.

Le conseil d'administration élit chaque année un président parmi les membres.

Art. 12. — Le conseil d'administration représente la société dans les limites et en conformité des présents statuts.

Il est investi à cet effet des pouvoirs les plus étendus, en ce sens que tout ce qui n'est pas réservé expressément par les statuts à l'assemblée générale, est de sa compétence.

Il peut notamment faire tous marchés ou entreprises, acquérir ou aliéner tous biens meubles, recevoir toutes sommes et en donner décharges et quittances, consentir toutes mentions et subrogations sans garantie, donner mainlevée partielle ou définitive, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions de privilège ou d'hypothèque, renoncer à tous droits et à toute action résolutoire, intenter toutes actions judiciaires, plaider, transiger, compromettre ; il nomme et révoque les gérants et autres employés de la société.

Il pourra, pour une ou plusieurs affaires déterminées, déléguer ses pouvoirs à telle personne que bon lui semble.

9.2.1918:

Le président du conseil d'administration ou son délégué représente la société en justice tant en demandant qu'en défendant.

Art. 13. — Tous les actes qui engagent la société seront signés par deux administrateurs au moins.

Art. 14. — Le conseil d'administration se réunit, sur la convocation écrite du président, portant désignation de l'objet de l'ordre du jour, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs le demandent.

Art. 15. — Les résolutions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Le conseil d'administration ne pourra valablement délibérer que lorsque deux membres au moins sont présents.

En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

En cas d'absence du président, le membre le plus âgé du conseil d'administration le remplacera et fera fonction de président.

Les décisions du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux transcrits dans un registre spécial tenu au siège de la société et signé par les membres ayant pris part aux délibérations.

Les copies à produire en justice ou ailleurs seront signées par le président et un administrateur ou par deux administrateurs.

9.2.1918:

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil d'administration.

Art. 16. — Par dérogation à l'art. 11 qui précède sont nommés administrateurs pour la première fois MM. Junck, Godchaux et Lang.

Art. 17. — En cas de vacance d'une place d'administrateur, le conseil d'administration peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale, qui procédera à l'élection définitive.

Art. 18. — La surveillance des opérations de la société est confiée à un comité de trois membres élus par l'assemblée générale.

Ils sont élus pour une durée de trois années et renouvelés par tiers tous les ans, tout en étant rééligibles.

Sont nommés commissaires de surveillance pour la première fois MM. van Gogh, Bloc et Limpach.

Art. 19. — Les commissaires de surveillance peuvent à tout moment prendre connaissance des livres et papiers de la société.

Art. 20. —

- 9.2.1918 -

Les administrateurs et les commissaires sont responsables de leur gestion à l'égard de l'assemblée générale, ils ne contractent vis-à-vis des tiers aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société.

Chaque actionnaire doit affecter cinq actions de la société et chaque commissaire trois actions par privilège à la sûreté de sa gestion.

Ces actions sont nominatives et inaliénables tant qu'elles resteront déposées au siège de la société.

Art. 21. — L'assemblée générale fixe les émoluments des administrateurs et des commissaires de surveillance.

#### TITRE IV. — Assemblée générale.

Art. 22. —

- 9.2.1918 -

Il est tenu une assemblée générale chaque année, au siège social; elle aura lieu le jeudi précédant Pâques à 11 heures du matin.

L'assemblée générale peut, en outre, être convoquée soit par le conseil d'administration, soit à la demande des commissaires, soit à la réquisition d'un groupe d'actionnaires représentant au moins le cinquième du fonds social.

L'assemblée générale annuelle aura notamment à vérifier le bilan, à fixer les dividendes, le nombre des actions à amortir et à procéder à tous autres devoirs.

Art. 23. —

- 9.2.1918 -

Les convocations aux assemblées générales sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le *Mémorial* et dans un journal de la ville de Luxembourg. Elles contiendront l'ordre du jour de la réunion.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration.

Aucun objet autre que ceux figurant à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

Art. 24. — A partir de la convocation, tous les actionnaires peuvent prendre au siège social communication du bilan, de l'inventaire et des rapports du conseil d'administration et du comité de surveillance.

Art. 25. — Cinq jours au moins avant l'assemblée générale, les actionnaires qui veulent y assister doivent faire connaître les numéros de leurs actions ou déposer leurs titres au siège social; ils sont admis à l'assemblée sur production des titres ou des certificats de dépôt.

L'accomplissement de cette formalité n'est pas requise pour les actionnaires porteurs d'actions non entièrement libérées, restant nominatives au vu de l'art. 8 des présents statuts, la circonstance qu'aucun transfert d'actions n'a été opéré sur les livres de la société justifiant pleinement de leur propriété.

Art. 26. — L'assemblée délibère valablement lorsque les actions représentées réunissent la moitié du capital social émis.

Dans le cas où sur une première convocation cette condition ne serait pas remplie, il est procédé à une deuxième convocation à un mois d'intervalle.

Dans cette seconde réunion, l'assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des actions représentées, mais seulement sur les objets qui figuraient à l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Art. 27. —

— 9.2.1918 —

Pour avoir voix délibérante dans les assemblées, il faut être porteur d'une action au moins.

Chaque action donnera lieu à une voix; tous les actionnaires ont le droit de voter par eux-mêmes ou par un mandataire-actionnaire. Nul ne peut cependant ni par lui-même ni par mandataire prendre part au vote pour un nombre d'actions supérieur au cinquième des actions émises ou aux deux cinquièmes des actions représentées à l'assemblée.

Art. 28. — L'assemblée est présidée par le président ou par le membre désigné par le conseil d'administration.

Le président désignera deux scrutateurs et un secrétaire choisis dans l'assemblée.

Art. 29. —

— 9.2.1918 —

Dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, en touchant l'objet ou la forme de la société, l'augmentation ou la diminution du capital social, tout actionnaire peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède sans limitation.

Le vote dans ces assemblées se fera conformément aux art. 67 et 69 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 30. — Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre ad hoc et signés par le président, le secrétaire et les scrutateurs. Les extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs seront certifiés par le président de l'assemblée et le secrétaire ou bien par deux membres du conseil d'administration ayant pris part à l'assemblée; une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs.

Cette feuille sera signée par chaque actionnaire à son entrée en séance.



## TITRE V. — Bilan, dividende, amortissement.

Art. 31. —

9.2.1918: Les articles 31, 32, 33 et 34 sont remplacés par les dispositions des art. 72, 73, 74 et 75 de la loi du 10 août 1915, comme suit:

**Art. 72.** Chaque année, l'administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs administrateurs et commissaires de la société.

L'administration établit le bilan et le compte des profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

L'administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

**Art. 73.** Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social:

1° du bilan et du compte des profits et pertes;

2° de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;

3° de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;

4° du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

**Art. 74.** L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

**Art. 75.** Le bilan et le compte des profits et pertes précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans la quinzaine après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs, conformément au mode déterminé par l'art. 9.

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale.

## TITRE VI. — Dissolution, Liquidation.

**Art. 35.** — En cas de dissolution anticipée de la société, prononcée dans les conditions de l'art. 29 ci-dessus par une assemblée générale extraordinaire, la même assemblée fixera le mode de liquidation et nommera à la simple majorité des voix un ou trois liquidateurs.

**Art. 36.** — En cas de dissolution de la société par l'expiration du terme prévu, la liquidation sera opérée par les soins du conseil d'administration alors en service, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

**Art. 37.** — Les liquidateurs de la société auront les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif social, tant mobilier qu'immobilier, même par la voie amiable.

**Art. 38.** — Après la dissolution et jusqu'à la fin des opérations de liquidation, l'assemblée générale des actionnaires exercera les mêmes pouvoirs et attributions que pendant le cours de la société; elle peut changer le mode de liquidation d'abord adopté et nommer de nouveaux liquidateurs, fixer leurs traitements, déterminer leurs pouvoirs, recevoir des comptes et donner décharge.

Le produit de la liquidation après l'acquittement du passif et le remboursement des actions non amorties sera réparti proportionnellement entre toutes les actions.

Déposé au greffe du tribunal  
d'arrondt de et à Luxembourg

le ~~23 AOUT 1973~~

Le greffier en chef

